

# CLIMAT, JUSTICE, LIBERTÉS !

DIMANCHE  
28.09.25  
14H30 GARE DU  
NORD

## LOI DUPLOMB

Sous prétexte de "simplifier" le travail agricole et contre tous les avis scientifiques, cette loi toxique facilite l'expansion des élevages et l'implantation de mégabassines qui profitent à l'agriculture intensive. Le Conseil constitutionnel a censuré la réautorisation de l'acétamipride, mais le combat continue !

## CANICULE

En juillet, écoles fermées et correction du brevet perturbée, parfois plus de 35° dans les classes : les vagues de fortes chaleurs se multiplient et l'éducation nationale ne prend pas la mesure de la situation. La santé des personnels et des élèves est pourtant en jeu !

## BÂTI INADAPTÉ

14 % seulement des établissements répondent aux normes « bâtiments basse consommation », 91 % des personnels des collèges et lycées ont affirmé être exposés à des températures néfastes pour leur santé, aucun dispositif de diagnostic d'adaptation des écoles et établissements scolaires face au changement climatique n'est à ce jour disponible. 40 à 50 milliards d'euros supplémentaires sur dix ans nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement

Ecoles fermées, correction du DNB perturbée, collègues en souffrance, la fin de l'année scolaire dernière a été marquée par une **vague de fortes chaleurs**. Faute de rupture claire avec le modèle économique responsable du réchauffement climatique, les épisodes caniculaires ou du type « dôme de chaleur » sont amenés à se multiplier. Pourtant, c'est toujours **l'impréparation et la précipitation** qui règnent au sommet de l'Etat. Selon l'enquête du SNES-FSU, au printemps 2024, 91 % des personnels des collèges et lycées ont pourtant affirmé être exposés à des températures néfastes pour leur santé. Cet été, c'est par un communiqué de presse qui rappelle les grandes heures du Covid (« dans la mesure du possible ») et qui ne mentionne pas la situation des personnels que le ministère de l'Education nationale a communiqué.

Dimanche 31 août, dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var, la **rentrée scolaire a été décalée** à cause d'un épisode méditerranéen. 700 000 élèves sont touché·es, l'ensemble des établissements scolaires, écoles, collèges et lycées, mais aussi les crèches et certains sites universitaires.

Ce n'est pas une question de "météo" : Entre 1961 et 2022, ces épisodes de fortes précipitations sont deux fois plus nombreux et Selon la Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC), les **précipitations intenses** pourraient augmenter de 15 % en moyenne, avec des hausses allant jusqu'à 20 % sur la moitié nord du pays, à l'horizon 2100.

Signe de la déconnexion totale du Gouvernement face à ces enjeux, l'été a également été rythmé par son **passage en force sur la loi Duplomb**. Plutôt que d'acter le caractère insoutenable du modèle agricole, il a préféré l'accélérer en faisant comme si le problème était l'écologie. Ainsi, sous prétexte de "simplifier" le travail agricole, la loi facilitait l'expansion des élevages intensifs, favorisait l'implantation de mégabassines qui profitent à l'agriculture intensive, et réautorisait l'acétamipride, 7 ans après que la France avait interdit les néonicotinoïdes. Sur ce dernier point, le combat a été intense. Il faut dire que le consensus scientifique sur les dangers, à la fois sur l'humain et sur les insectes volants, est clair.

De très nombreuses autorités ont condamné cette réintroduction. : la ligue contre le cancer, l'ordre des médecins ou encore des régies publiques de l'eau. Une **pétition a rassemblé plus de 2 millions de signatures**. Partie d'une citoyenne indignée, son succès tient aussi au travail fourni par de nombreux collectifs et de nombreuses organisations syndicales dont la FSU pour la faire massivement signer.

Si la censure du conseil constitutionnel «au regard des exigences de la charte de l'environnement» apparaît comme un soulagement, il ne faut pas oublier que **le reste de la loi a été promulgué**.

**Déni des politiques, modèle économique destructeur, il n'y a pas de catastrophe "naturelle", celles-ci sont au contraire très humaines !**

Pour le SNES-FSU, il faut donc conjuguer des impératifs de deux ordres : d'une part, **organiser une rupture** avec les politiques écocides à l'origine du réchauffement climatique, d'autre part **travailler à l'adaptation** de notre société à l'Anthropocène, ce monde nouveau, incertain et marqué par des risques inconnus.



**PESONS DE TOUTES NOS FORCES**  
**LE DIMANCHE 28 SEPTEMBRE**  
**DEPART 14H30 GARE DU NORD!**

